

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 06/11/2022

BAROMÈTRE « LES REPRESENTATIONS SOCIALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE » 2022 : LES FRANÇAIS DE PLUS EN PLUS PESSIMISTES QUANT AU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET ENCLINS A PLUS DE SOBRIÉTÉ DANS LEUR QUOTIDIEN

A l'occasion de la COP 27 qui se tient à Charm el-Cheikh, dans un contexte de crise énergétique, et à la suite de l'été le plus chaud enregistré en Europe, l'ADEME dévoile ce jour la 23^E vague de son baromètre « *Les représentations sociales du changement climatique* ». Initié par l'ADEME depuis 2000, ce baromètre met en lumière les représentations des phénomènes liés au changement climatique dans notre société. Selon cette nouvelle édition, si les Français ont une certitude sur les causes anthropiques du changement climatique, ils sont aussi de plus en plus pessimistes vis-à-vis de ses conséquences. Les Français sont également de plus en plus enclins à des pratiques plus sobres dans leur quotidien pour réduire leur consommation énergétique.

Méthodologie

- Enquêtes par sondage sur un échantillon représentatif du public âgé de 15 ans et plus.
- Terrain : entre fin juin et début juillet.

Il est à noter que le terrain d'enquête s'est tenu après une première canicule mais avant la série d'événements climatiques extrêmes (longues périodes de chaleur, sécheresse ou inondations, etc.) qui se sont produits pendant l'été.

Les Français de plus en plus pessimistes face aux conséquences du changement climatique

Cette nouvelle édition du baromètre révèle que pour plus de 8 Français sur 10 (81%), le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines, le plus haut niveau jamais atteint dans ce baromètre.

Si la première préoccupation des Français est « la hausse des prix », en raison du contexte actuel d'inflation élevée, la menace climatique arrive en second. Le baromètre révèle également que jamais la désignation de « l'effet de serre/ le réchauffement climatique » comme première préoccupation environnementale n'avait atteint un tel niveau, avec un bond de 9 points depuis 2021, passant à 43%, loin devant la dégradation de la faune et la flore avec 16%, la pollution de l'air avec 11% ou encore les déchets ménagers et le plastique avec 10%.

Dans le même temps, les Français se montrent globalement pessimistes vis-à-vis des conséquences du changement climatique. En effet, 72% considèrent que « les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles d'ici une cinquantaine d'années », le niveau le plus élevé depuis que la question est posée, et également en hausse de 8 points par rapport à 2021. Aussi, l'idée d'une adaptation « sans trop de mal » ne convainc plus que 1 Français sur 4 (avec une baisse de 7pts par rapport à 2021). De même, à la question de savoir si le changement climatique restera limité à des niveaux raisonnables d'ici la fin du siècle, le degré d'optimisme a sensiblement diminué ces dernières années : seul 1 Français sur 3 demeure optimiste (33% en 2022, vs 40% en 2014).

Un Français sur 2 déclare avoir subi les conséquences du changement climatique

51 % des personnes interrogées déclarent avoir subi, « souvent ou parfois », « les conséquences de désordres climatiques », contre moins d'un Français sur 3 en 2015 (27 %). Par ailleurs, 87 % considèrent que leur territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Les Français ont ainsi conscience de l'urgence climatique et de la nécessité de changer leurs modes de vie. En effet, 62% d'entre eux considèrent qu'« il faudra modifier de façon importante nos modes de vie » (+5pts par rapport à 2021). C'est bien loin devant la confiance envers le progrès technique (11%) ou vis-à-vis de l'action des Etats pour « rechercher un accord au niveau mondial pour limiter le changement climatique » qui convainc seulement 16 % du public.

Les Français de plus en plus favorables aux politiques de lutte contre le changement climatique

Les Français souhaitent que les pouvoirs publics agissent davantage pour lutter contre le changement climatique. 63% d'entre eux estiment que la priorité du gouvernement devrait être de réorienter en profondeur l'économie en soutenant exclusivement les activités qui préservent l'environnement, la santé et la cohésion sociale, une hausse de trois points depuis l'année dernière et de 8 points depuis 2020. Pour autant, les Français considèrent que les Etats et les instances internationales sont les acteurs qui agissent le moins aujourd'hui (respectivement 26% et 14%), avec les entreprises (14% également).

Les Français sont de plus en plus favorables au développement des énergies renouvelables : 9 Français sur 10 aujourd'hui, versus 77% en 2014. Aussi, testée pour la première fois cette année, « interdire la publicité pour des produits ayant un fort impact sur l'environnement » est plébiscitée par 83% des Français.

Les Français sont également favorables à l'idée de rendre obligatoire la rénovation et l'isolation des logements par les propriétaires (75%), une hausse de 5 points par rapport à 2021.

La « taxation du transport aérien » qui voit son degré d'acceptation croître assez régulièrement, atteint en 2022 67% d'opinions favorables (contre 48% au début des années 2000). Aussi, 72% des personnes interrogées se déclarent favorables à l'augmentation de la taxe carbone, « à condition que cela ne pénalise pas le pouvoir d'achat des ménages des classes moyennes et modestes, et que les recettes de la taxe soient utilisées pour financer des mesures de transition écologique, notamment sur les territoires ».

En revanche, l'idée d'« abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110km/heure » ne convainc pas la majorité des Français (46 %), bien qu'en augmentation d'opinion favorable (+ 4 points par rapport à l'année dernière).

FOCUS

DES PRATIQUES PLUS RESPONSABLES POUR L'ENVIRONNEMENT

A leur niveau, les Français sont toujours plus nombreux à adopter des pratiques plus vertueuses dans leur logement, et notamment à la suite de la guerre en Ukraine.

- « **Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver ou limiter la climatisation à 26°C** », ne concernait qu'environ la moitié des répondants jusqu'en 2017. En 2022, **les deux tiers des personnes interrogées (67 %) déclarent adopter cette pratique**. Et 19 % des répondants assurent qu'ils pourraient le faire « assez facilement ».
- « **Éteindre les appareils électriques qui restent en veille** » est une habitude déclarée que par 57% de l'échantillon alors que 30 % des personnes interrogées estiment pouvoir le faire « facilement ».
- « **Consommer moins** » concerne désormais plus d'un Français sur deux (53%), une augmentation de 15pts en 5 ans.

En savoir plus :

Le lien du rapport : <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/5917-representations-sociales-du-changement-climatique-23-eme-vague-du-barometre.html>

ADEME

Tél : 01 58 47 81 28
Mél : ademepresse@havas.com
Service de Presse

155 bis, Avenue Pierre Brossolette
92541 Montrouge Cedex



L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de la Transition énergétique et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

www.ademe.fr



[@ademe](https://twitter.com/ademe)